



MINISTRE DE LA JUSTICE
DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
INSPECTION GENERALE POUR LA LOMBARDIE
DIRECTION DE LA MAISON DE DETENTION

ISTANZA DI LIBERAZIONE CONDIZIONALE - ART. 176 C.P.
DEMANDE DE LIBERATION CONDITIONNELLE - ART. 176 C.P.

Au Tribunal de Surveillance de BRESCIA

Je soussigné/e

Nom et Prénom [input field]

Né/e à [input field] le [input field] (Municipalité/ Province) (Date)

Résident à (rue/place,n°, Ville, code postal) [input field]

Déclare être actuellement en détention auprès de [input field] avec position juridique définitive

À la suite d'une condamnation pour les crimes suivants :

1) [checkbox] 4 bis O.P. tels que : [input field]

date de perpétration [input field] lieu de perpétration [input field]

2) [checkbox] non 4 bis O.P. tels que : [input field]

date de perpétration [input field] lieu de perpétration [input field]

À la peine infligée de : années [input field] mois [input field] jours [input field]

dont déjà purgés : années [input field] mois [input field] jours [input field]

avoir purgé le/les crime/s prévus à l'art. 4 bis O.P. : [checkbox] OUI [checkbox] NON

avoir une peine résiduelle : années [input field] mois [input field] jours [input field]

fin de la peine: [input field]

Avoir nommé en tant que défenseur, Me. [input field] révoquant tout autre mandat

DEMANDE

Concernant la peine en cours d'exécution, d'être admis à la **LIBERATION CONDITIONNELLE - ART. 176 C.P. :**

- S'il a purgé au moins 30 mois et en tout état de cause au moins la moitié de la peine infligée, si la peine résiduelle n'est pas supérieure à 5 ans.
- S'il s'agit d'un récidiviste, dans les cas visés à l'art. 99 C.P., il doit avoir purgé au moins 4 non et non moins des trois quarts de la peine infligé
- S'il a été condamné à vie, il doit avoir purgé au moins 26 ans de peine

Lo / la scrivente dichiara:

1. Avoir une habitation (adresse)

--

2. Ne pas avoir une habitation mais un domicile auprès de (indiquer la/les personne/s auprès de laquelle/desquelles le condamné pourrait bénéficier de la détention à domicile)

(Joindre la déclaration de disponibilité à héberger

--

3. Avoir tenu un comportement apte à faire considérer comme certain son repentir, étant donné que :

Joindre documentation attestant son repentir

--

4. Avoir rempli les obligations d'ordre civile (dédommagement) ou se trouver dans l'impossibilité de le faire, étant donné que :

--

5. Exercer l'activité suivante : (indiquer laquelle et l'adresse)

--

6. Garantir ma disponibilité à exercer les suivantes activités utiles à la réinsertion sociale (en cas d'absence d'activité de travail) :

--

7. Participer aux suivantes activités de traitement : de formation / instruction / perfectionnement / etc.

--

8. Disposer, au cours de la jouissance de la mesure alternative :

- d'une autonomie suffisant à mes besoins parce que
- bénéficier du soutien économique de : famille / amis (***Joindre la déclaration de disponibilité de soutien économique***)

9. Que, en cas d'issue favorable de la demande, il y ait la possibilité de sortir selon le temps et les modalités suivantes :

pour des motifs de travail : (indiquer municipalité, province, région et horaire de travail)

pour des motifs personnels et/ou de famille :

pour des motifs thérapeutiques et/ou de santé, étant sous traitement près :

10. Avoir subi la révocation de mesures précédentes alternatives. Lorsque :

11. Avoir déjà présenté au Tribunal de Surveillance – même autre que celui de Brescia - les demandes suivantes :

Si allega, a cura dell'interessato:

- Déclaration de disponibilité à l'hébergement et au soutien économique du détenu, avec indication exacte du lieu où la mesure alternative aura lieu
- Déclaration de l'employeur
- Livret de famille (même par auto-certification)
- Certification attestant la conclusion positive d'un programme thérapeutique
- Documentation éventuelle attestant son repentir (par ex. pardon des victimes)
- Documentation attestant le dédommagement

.....
(lieu et date)

.....
(signé)

Le Département / Bureau Matricules produit ci-joint :

- Fiche de début d'observation
- Position juridique

- Certificat pénal
- Arrêt de condamnation
- Rapport de synthèse
- Rapports disciplinaires éventuels

Défenseur nommé

OUI _____

Nom Prénom Tribunal de

NON